



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement de la mesure particulière en faveur de la République Islamique de Mauritanie pour 2024

Document d'action « **Pour un partenariat global renforcé avec la Mauritanie** »

MESURE PARTICULIERE

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDCI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Pour un partenariat global renforcé avec la Mauritanie Réf.OPSYS : ACT-62693 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI – Europe dans le monde)
2. Initiative «Équipe Europe»	Oui L'action contribue à l'initiative de l'Equipe Europe Ecosystème de l'hydrogène vert. L'action contribue à l'initiative de l'Equipe Europe Migration route Atlantique (régionale). L'action contribue à l'initiative de l'Equipe Europe Développement humain.
3. Zone bénéficiaire de l'action	République Islamique de Mauritanie
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel régional pour l'Afrique subsaharienne 2021-2027
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	Pour l'Afrique subsaharienne : OS 3.2 : soutenir le développement d'un secteur énergétique africain efficace, durable et résilient énergétique africain ; OS 6.1 : contribuer à renforcer la gestion des migrations, la politique migratoire et la gouvernance des migrations en Afrique subsaharienne OS 6.2 : répondre aux besoins de protection et aux besoins à long terme et soutenir des solutions durables pour les populations déplacées de force (réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur du pays) et les communautés d'accueil. OS 1.1 : renforcer l'architecture de la sécurité sanitaire, les systèmes pharmaceutiques et les capacités de santé publique en Afrique, afin de contribuer au renforcement des

	<p>systèmes de santé et à l'amélioration de la santé, y compris la santé sexuelle et reproductive (SSR).</p> <p>L'action contribue également au PIP de la Mauritanie :</p> <p>OS 1.2 - Formation professionnelle et emploi : Promouvoir les opportunités d'insertion socioprofessionnelle notamment pour les jeunes hommes et femmes, à travers la mise en œuvre des politiques nationales dans les secteurs de la formation technique et professionnelle, de la jeunesse et de l'emploi.</p> <p>OS 1.3 - Santé : Améliorer et rendre plus équitable l'accès aux soins de santé de qualité pour toute la population en particulier la plus vulnérable, en ligne avec la Politique Nationale de Santé et pour atteindre la couverture santé universelle à l'horizon 2030.</p> <p>OS 2.2 – Energie : Le secteur de l'énergie permet un accès abordable pour une majorité de la population à une énergie propre et renouvelable.</p> <p>OS 3.3 - Migration : Renforcer la gouvernance de la migration.</p>
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	<p>114 – Education post-secondaire</p> <p>120 – Santé</p> <p>150 – Gouvernement et société civile</p> <p>230 – Energie</p> <p>510 – Soutien budgétaire</p>
7. Objectifs de développement durable (da)	<p>ODD principal: ODD 10 – Réduire les inégalités</p> <p>Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles:</p> <p>ODD 3 – Bonne santé et bien-être ;</p> <p>ODD 4 – Éducation de qualité ;</p> <p>ODD 5 – Égalité entre les sexes ;</p> <p>ODD 7 – Energie propre et d'un coût abordable ;</p> <p>ODD 13 – Lutte contre le changement climatique ; et</p> <p>ODD 17 – Partenariats pour la réalisation des objectifs.</p>
8. a) Code(s) CAD	510- General budget support
8. b) Principal canal d'acheminement	Canal principal 12000 Gouvernement du bénéficiaire
9. Objectifs de dépenses	<p><input checked="" type="checkbox"/> Migration</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Climat</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre</p> <p><input type="checkbox"/> Biodiversité</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Éducation</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance</p>

10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important
Transformation numérique @		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques		OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
Connectivité @		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
connectivité numérique énergie		OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	

	transports	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
	santé	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	éducation et recherche	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020120 Coût total estimé: 100 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE: 100 000 000 EUR pour l'appui budgétaire dont <ul style="list-style-type: none"> 95 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et 5 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire 			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement¹	Gestion directe par: <ul style="list-style-type: none"> appui budgétaire: Contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience appui complémentaire : marchés publics 			

1.2 Résumé de l'action

La Mauritanie est un pays stratégique, dont la stabilité a un impact direct sur l'Europe. C'est un pays de transit de migrants en situation irrégulière vers les îles Canaries sur la route atlantique. En outre elle subit de plein fouet les conséquences de l'instabilité au Mali avec un fort afflux de réfugiés (humains et bétail) dans la région déjà vulnérable du Hodh el Chargi entre autres. L'importance stratégique de la Mauritanie est également liée à son potentiel économique, notamment dans l'exploitation durable de ses ressources en énergies vertes et renouvelables.

L'Union européenne (UE) et la Mauritanie entretiennent un partenariat étroit, illustré par des dialogues politiques de haut niveau, y compris deux visites présidentielles réciproques en moins de six mois. La stratégie d'intervention de l'UE vise à promouvoir un agenda positif pour la Mauritanie, en travaillant sur ses vulnérabilités et en soutenant son développement socio-économique. Les objectifs incluent la création d'emplois, l'amélioration du bien-être de la population et la consolidation de la coopération dans les domaines de la migration et de la sécurité. La présente action est l'un des livrables annoncés par la Présidente von der Leyen lors de sa visite en février 2024 qui a porté deux grandes priorités : i) Global Gateway, et plus particulièrement énergies renouvelables dont hydrogène vert et ii) migration, déplacements forcés et sécurité. Il est proposé de concrétiser ce nouveau soutien sous forme d'appui budgétaire, montrant la volonté de l'UE de continuer à s'engager dans un partenariat de confiance avec la Mauritanie. Ce soutien permettra de consolider un dialogue politique ouvert et se focalisera sur les secteurs clés du programme de développement national. Il permettra de progresser sur les chantiers englobant la stabilité macro-économique, la gestion des finances publiques et la transparence de manière

¹ Article 27 du règlement IVCDCl – Europe dans le monde.

transverse à l'appui à l'écosystème de l'hydrogène vert, à la gestion des migrations et déplacements forcés et à la santé.

Cette initiative de l'UE en Mauritanie vise à soutenir durablement le développement socio-économique du pays en se concentrant sur des secteurs stratégiques et en favorisant un environnement stable et sécurisé qui bénéficiera à la fois à la Mauritanie et à l'Europe.

1.3 Zone bénéficiaire de l'Action

L'action est réalisée en République islamique de Mauritanie qui est incluse dans la « *Liste des bénéficiaires d'APD* » établie par le CAD.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Après avoir été durement impactée par la pandémie COVID-19, la Mauritanie a en main les clés pour dynamiser sa croissance économique à moyen terme. Riche en ressources naturelles, le pays présente un potentiel considérable pour son développement socio-économique dans le cadre d'une gestion durable : il dispose d'un fort potentiel solaire et éolien pour la production d'électricité et d'hydrogène verts, de ressources minérales importantes², ainsi que de ressources en gaz, en pétrole et halieutiques. Si la croissance reste trop faible dans l'immédiat pour assurer un décollage économique (3,4% pour l'année 2023, prévision de 4,3% pour 2024), l'exploitation durable de ces ressources pourrait permettre à la Mauritanie de viser une croissance bien plus forte. Ainsi, le FMI n'exclut pas un triplement de la croissance lié à l'exploitation du gaz du projet gazier Greater Tortue Ahmeyim (GTA). La production d'hydrogène vert puis d'acier vert pourraient également contribuer à une croissance suffisante pour un développement accéléré du pays.

Si la situation politique, socio-économique et sécuritaire du pays demeure stable, les perspectives de développement restent incertaines en raison des importantes vulnérabilités qui subsistent. Pays tant exportateur qu'importateur, notamment pour répondre à ses besoins alimentaires, la Mauritanie est vulnérable aux chocs géopolitiques altérant les termes de l'échange. Sa position géographique la rend également vulnérable au changement climatique. Les tensions endogènes nourries par la pauvreté et les inégalités constituent un facteur important de fragilité. Le risque de débordement des conflits au Mali sur le territoire mauritanien est tangible. L'augmentation considérable du nombre de réfugiés et demandeurs d'asile fuyant les combats (un doublement en douze mois) met une pression supplémentaire sur les populations les plus vulnérables du pays, ainsi que sur les ressources et espaces naturels.

La Mauritanie est un pays stratégique, dont la stabilité a un impact direct sur l'Europe. Elle est un pays de transit de migrants en situation irrégulière vers les îles Canaries sur la route atlantique. Début 2024, elle dépassait le Sénégal comme principal pays de départ de pirogues, alors que le nombre d'arrivées en Espagne est en augmentation significative. L'importance stratégique de la Mauritanie est également liée à son potentiel économique, notamment dans l'exploitation durable de ses ressources halieutiques et en hydrogène vert.

Le partenariat entre la Mauritanie et l'Union européenne est fructueux, illustré par un dialogue et des liens politiques au plus haut niveau, formalisés par deux visites présidentielles réciproques en moins de six mois, la signature d'accords de partenariat avec l'UE (commerce, pêche et investissements privés européens) et la signature d'une déclaration conjointe établissant un partenariat sur les migrations en

² La Mauritanie possède de riches gisements de minerais de fer (réserves estimées à 1.5 milliards de tonnes), d'or, de cuivre ainsi que de phosphate, de zinc, de gypse (potentiel de 9 milliards de tonnes), d'uranium et de terres rares

mars 2024. L'Union européenne est à la fois le plus important partenaire commercial et le principal bailleur (en dons) de la Mauritanie.

La stratégie d'intervention générale de l'UE consiste à promouvoir un agenda positif pour le pays s'attendant à travailler sur ses vulnérabilités et à œuvrer à son développement socio-économique, à la création d'emplois, et au bien-être de sa population, tout en consolidant la coopération dans les domaines de la migration et de la sécurité. Cette approche à 360 degrés permet d'offrir un partenariat global, agile, englobant différents secteurs stratégiques et intérêts communs. Elle couvre aussi les différentes composantes de la stratégie Global Gateway (énergie, numérique, transport, santé, éducation et recherche), tout en mettant un accent sur la sécurité, la gestion des migrations et les déplacements forcés.

La présente action est l'un des livrables annoncés par la Présidente Von der Leyen lors de sa visite en février 2024 qui a porté deux grandes priorités : i) Global Gateway, et plus particulièrement énergie dont hydrogène vert et ii) migration, déplacements forcés et sécurité. Il est proposé de concrétiser ce nouveau soutien sous forme d'appui budgétaire, montrant la volonté de l'UE de continuer à s'engager dans un partenariat de confiance avec la Mauritanie. Ce soutien permettra un dialogue politique ouvert et se focalisera sur les secteurs clés du programme de développement national. Il permettra de progresser sur les chantiers englobant la stabilité macro-économique, la gestion des finances publiques et la transparence de manière transversale en soutien notamment à l'écosystème de l'hydrogène vert, à la gestion des migrations et déplacements forcés et à la santé.

2.2 Analyse des problèmes

La Mauritanie est dotée d'un potentiel significatif pour un développement accéléré, mais elle fait face à des fragilités et défis considérables qui menacent sa stabilité et sa croissance durable. Malgré ses ressources naturelles abondantes, le pays manque de moyens propres pour répondre efficacement aux multiples enjeux. Appuyer le budget de l'État mauritanien pourra contribuer à la mise en œuvre de sa stratégie de croissance, contribuer à réduire les causes structurelles de sa fragilité et poser les jalons d'une croissance robuste et durable. L'appui envisagé dans le cadre de cette action entend s'articuler autour de trois problématiques de développement de la Mauritanie pour lesquelles l'Union européenne a un intérêt particulier dans une stratégie gagnant-gagnant, en prenant en compte les priorités du pays et en complémentarité des appuis déjà apportés par l'Union européenne et des appuis apportés par les autres partenaires au développement :

En premier lieu, la Mauritanie fait aujourd'hui figure d'exception dans un Sahel en proie à l'instabilité. **Le maintien de la stabilité sur son territoire est une condition essentielle pour impulser son décollage économique.** La pression est particulièrement forte à la frontière Est du pays, où l'afflux de réfugiés fuyant les violences au Mali met à rude épreuve des ressources déjà limitées et risque d'exacerber les tensions locales. Dans les derniers mois, la population de réfugiés présente dans le Hodh el Chargui a plus que doublé, passant de moins de 100 000 à près de 200 000 en une année, en conséquence de l'intensification des combats au Mali. Alors que ces combats se rapprochent de la frontière, et parfois la franchissent, il est essentiel pour les autorités mauritaniennes de ne pas permettre que le conflit malien y fasse tache d'huile. Les efforts de la Mauritanie pour accueillir les réfugiés représentent un coût important qu'elle peut difficilement supporter seule, que ce soit pour la sécurisation des populations ou pour l'enregistrement des réfugiés et leur inclusion dans les dispositifs de protection sociale conformément à ses engagements internationaux. Dans le même temps, **les autorités doivent consacrer une part croissante de leurs ressources à la lutte contre le trafic des migrants et la traite des êtres humains et la migration irrégulière**, dans un contexte où le nombre de personnes empruntant la route migratoire atlantique est au plus haut. Ainsi, en 2023, près de 40 000 arrivées aux Canaries ont été enregistrées, représentant une augmentation de 157% par rapport à l'année 2022. L'action des autorités mauritaniennes pour faire face à ce phénomène, que ce soit au travers de la prévention, du démantèlement de réseaux de trafiquants et passeurs ou du sauvetage de migrants nécessite la mobilisation de moyens importants au risque de les détourner d'autres priorités.

La Mauritanie doit améliorer le climat des affaires et le cadre juridique et fiscal pour attirer les investissements dans le domaine des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert, pour lesquels le pays dispose d'un potentiel fort, et permettre le développement d'une économie bas-carbone (mines, acier vert par exemple). Les investisseurs recherchent un environnement des affaires favorable et des infrastructures solides pour mener à bien leurs projets. Pour que la Mauritanie puisse pleinement tenir sa promesse en matière d'hydrogène propre et devenir un leader dans le secteur, elle nécessitera des investissements massifs tant de la part des promoteurs privés porteurs des projets d'exploitation de l'hydrogène que dans de nouvelles infrastructures d'interconnexion (ports, routes, lignes électriques, unités de dessalement, réseau ferroviaire). Ces infrastructures sont en effet nécessaires à la construction des sites de production et d'exportation d'hydrogène, leur insuffisance actuelle et les coûts élevés d'investissement étant largement considérés comme les principaux obstacles à l'expansion de l'économie de l'hydrogène en Mauritanie. Le pays devra donc élaborer de nouveaux cadres institutionnels/de gouvernance sectorielle et des cadres juridiques et réglementaires favorisant des décisions d'investissements. **La Mauritanie devra aussi prioriser la formation technique et professionnelle** dans ce secteur (incluant les femmes et les personnes vulnérables), nécessitant environ 300 000 travailleurs qualifiés d'ici 2050. En extrapolant les résultats de la première étude disponible qui a identifié 17 thématiques prioritaires et accessibles aux entreprises mauritaniennes, on peut quantifier à plus de 75 000 les recrutements locaux directs nécessaires pour la construction des infrastructures d'ici 2036, et à 5 000 pour opérer les installations des projets en 2030. Cela suppose que la Mauritanie soit en mesure de mettre en place en temps et en qualité les filières de formation professionnelle et techniques nécessaires. La main-d'œuvre est actuellement peu qualifiée et la protection sociale quasi inexistante, ce qui limite la productivité et par ricochet les investissements et le développement du secteur privé, notamment dans le secteur de l'hydrogène vert. **La Mauritanie devra également renforcer le secteur privé national** dont l'offre locale devra pouvoir répondre aux besoins du secteur en termes de qualité et de quantité, et ainsi développer par des partenariats public-privés, les compétences nécessaires, améliorer le dispositif d'enseignement, formation technique et professionnelle, appuyer la recherche & développement, ainsi que développer des accords d'achat et échanges de connaissances.

Enfin, la Mauritanie doit prioriser le développement du secteur de la santé. En mettant l'accent sur une meilleure protection sociale, l'État mauritanien peut à la fois renforcer la stabilité sociale et contribuer à préparer le pays à la demande croissante de travailleurs qualifiés et protégés par un système d'assurance maladie fonctionnel. **En matière de protection sociale des travailleurs (et des apprentis)**, un mécanisme prometteur matérialisé en 2022, la Caisse Nationale de Solidarité en Santé (CNASS), devrait contribuer à la concrétisation de l'objectif du Gouvernement d'atteindre une couverture sanitaire universelle d'ici 2030 alors que 70% de la population ne dispose toujours pas de couverture santé. L'Union européenne a soutenu la mise en place de ce mécanisme qui prévoit l'accès à une santé de qualité pour la population à un prix accessible dès ses débuts. Alors qu'il a atteint 100 000 adhérents en moins de 7 mois et en ne couvrant que deux des treize régions du pays, le mécanisme doit être étendu à d'autres régions, notamment celles où les besoins en travailleurs sont les plus nombreux (e.g. Nouadhibou) et celles où les besoins en protection sont les plus forts, afin d'arriver à une masse critique estimée à 1 million d'adhérents.

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les principales parties prenantes de l'action seront :

- Le ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Mines qui assure le pilotage du secteur et la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'énergie y inclus la feuille de route pour le développement de l'hydrogène bas-carbone. En son sein, la Direction générale du Pétrole et de l'Hydrogène bas-carbone est chargée d'élaborer les politiques et les textes régissant les orientations et la réglementation.

- Le ministère des Affaires Économiques et du Développement Durable avec en son sein la Direction générale des stratégies qui est responsable de la formulation de la Stratégie nationale de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP) (au niveau national et régional) et qui a mis en place en son sein en 2021 une Direction générale des partenariats publics et privés et l'Agence de promotion des investissements en Mauritanie. Le ministère est également en charge du suivi de la stratégie de lutte contre la corruption et du cadrage macroéconomique.
- Le ministère des Finances, en charge de la réforme et de la gestion des finances publiques et assure la transparence et le contrôle budgétaire.
- Le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation qui a en charge la coordination de la gestion des frontières et de la migration.
- Le ministère des Pêches et de l'Économie maritime, ministère de tutelle des Garde-Côtes.
- La future agence mauritanienne de l'hydrogène vert.
- La SOMELEC, société publique, qui détient le monopole du transport de l'électricité et qui sera donc susceptible de recevoir et gérer les flux d'électricités intégrés dans son réseau par les producteurs d'hydrogène vert.
- Les entreprises du secteur privé, spécialisées dans les énergies renouvelables, l'hydrogène vert et les domaines techniques liés, tel que la formation technique et professionnelle, qui sont susceptibles de développer des projets privés ou sous la forme de partenariats public-privé.
- Les autres ministères techniques dont Hydraulique et Assainissement, Environnement, qui sont impliqués dans les investissements de production et transport d'hydrogène (application des stratégies et réglementations).
- Le ministère de la Santé et son agence la Caisse Nationale de Solidarité en Santé (CNASS) pour la mise en place de la politique sanitaire et le ministère de l'Emploi et la Formation Professionnelle en charge de la politique nationale en matière de formation technique et professionnelle.

2.3 Autres domaines d'évaluation

2.3.1 Politique publique

La Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) constitue le cadre stratégique des politiques publiques et des actions de développement sur la période 2016-2030. Cette stratégie, ratifiée par le Conseil des ministres et par le Parlement en 2018, est restée en vigueur après le changement de Président en 2019, soulignant sa pertinence et son acceptation parmi les partenaires internationaux au développement, y compris l'Union européenne et ses États membres. Elle se décline en plans d'action de cinq ans. Celui actuellement en cours couvrant la période 2021-2025. Il est prévu que les autorités initient en 2025 le processus de planification du dernier plan d'action.

La SCAPP ambitionne de transformer la Mauritanie d'ici 2030 en une société valorisant sa diversité, dotée d'une économie prospère et résiliente, d'un capital humain développé, d'une gouvernance améliorée dans toutes ses facettes, d'un environnement préservé au profit d'un développement durable et d'une nation respectueuse de ses engagements internationaux. Pour réaliser ces objectifs, la SCAPP décline son plan d'action autour de trois axes stratégiques principaux, qui couvrent notamment les questions liées à la diversification de l'économie dont le développement des énergies renouvelables et l'hydrogène vert, la gestion de la migration et la santé, secteurs principaux d'intervention de ce programme d'appui budgétaire. Le suivi et l'évaluation de la SCAPP sont structurés à travers des mécanismes détaillés mis en place par le décret 2019-085, incluant la production de Notes Annuelles Sectorielles de Mise en Œuvre (NASMO) et de Rapports Annuels de Mise en Œuvre (RAMO), élaborés par des groupes de travail

interministériels. Ces documents sont disponibles sur le site web du ministère de l'Économie et du Développement Durable (MEDD), bien que la publication puisse parfois présenter des retards, et que la collecte exhaustive des données pour le suivi quantitatif des indicateurs demeure un défi. Le financement de la SCAPP est quant à lui assuré par le Programme d'Investissement Public (PIP), les allocations du budget de l'État et les appuis des partenaires au développement, tout en cherchant d'assurer une gestion alignée des ressources dédiées au développement du pays. Selon le dernier rapport de mise en œuvre de la SCAPP disponible (2022), un taux d'exécution de 21% de l'enveloppe nécessaire à la mise en œuvre du plan d'action 2021-2025 a été atteint pour le financement global mobilisé sur la période 2021-2022. Ce chiffre doit être comparé aux 40% du temps écoulé depuis le début de la mise en œuvre du Plan d'action 2021-2025. Il est important de noter que les besoins de financement ne sont pas annualisés, ce qui appelle à interpréter ce chiffre avec prudence. De plus, le financement par levier n'est pas uniforme: le Levier 2 – Développement du capital humain et accès aux services sociaux de base – et le Levier 3 – Renforcement de la gouvernance dans toutes ses dimensions – ont été financés à hauteur de 35% et 71% respectivement. La SCAPP malgré ses imperfections devient la politique nationale sur laquelle s'alignent les interventions des partenaires considérant cette politique comme celle répondant aux besoins du pays.

La mise en œuvre de la SCAPP se décline en différentes stratégies sectorielles, qui viennent donner réponse aux objectifs définis et permettent un meilleur suivi sectoriel de la politique nationale.

En matière d'hydrogène vert, la politique de la Mauritanie est structurée autour de la « feuille de route pour l'industrie de l'hydrogène à faible empreinte de carbone », validée en novembre 2022. Cette stratégie, qui sera complétée par un plan d'action d'ici juin 2024, met l'accent sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la création d'emplois et l'attraction d'investissements directs grâce à une démarche intégrée. L'objectif est de développer le marché intérieur et explorer les opportunités d'exportation à travers une croissance durable.

Le Ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Mines, qui assure le pilotage du secteur et la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'énergie y inclus la feuille de route, en coordination avec divers partenaires engagés dans le secteur, ambitionne de renforcer le dialogue politique et de coordonner les efforts pour le développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert.

Par ailleurs, un code de l'Hydrogène vert, dont l'adoption par le Parlement est prévue pour l'été 2024, établira les normes pour le développement et l'exploitation de l'hydrogène vert. Ce code définira le cadre institutionnel, réglementaire et de contrôle, ainsi que le régime juridique, fiscal et douanier applicable aux développeurs et exploitants. En parallèle, un cadre de mise en œuvre est en cours d'élaboration pour appliquer les directives du code, clarifier les responsabilités des divers acteurs et déployer les arrangements fiscaux négociés entre le gouvernement et les promoteurs. L'Agence mauritanienne de l'hydrogène vert, dont les compétences seront renforcées, aura pour mission de piloter ces initiatives.

L'Union européenne, à travers la Facilité d'Assistance technique Energie, apporte un soutien significatif à ces efforts, tant dans le développement des cadres réglementaires que dans la mise en œuvre technique, renforçant ainsi l'engagement de la Mauritanie vers une industrie énergétique compétitive et respectueuse de l'environnement.

En matière d'enseignement et formation techniques et professionnels, le Gouvernement mauritanien a adopté en 2023 une nouvelle stratégie nationale pour **l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels** (EFTP) pour la période 2023-2030. Alignée sur la vision globale de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) et les Objectifs de Développement Durable (ODD), cette stratégie vise à construire un système EFTP performant, équitable et inclusif. Son objectif est de doter les jeunes de compétences favorisant une insertion professionnelle rapide et durable, et de permettre aux entreprises d'améliorer les compétences de leurs travailleurs via une formation continue flexible et efficace.

La stratégie a été validée en 2023 par le ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle suite à tout un processus de préparation avec les partenaires techniques et financiers. Les appuis en cours des PTF soutiennent sa mise en place effective.

Dans le domaine de la gestion des migrations, la Stratégie Nationale de Gestion des Migrations (SNGM) et son plan d'action sont reconnus par le ministère de l'Intérieur comme les documents stratégiques pertinents pour son intervention. L'objectif général de la stratégie consiste à « contribuer de façon significative à l'amélioration de la gestion des migrations », dans le cadre de la mise en œuvre de la SCAPP, notamment du « Chantier stratégique de la Gouvernance Politique, la cohésion sociale, la paix et la sécurité » (Levier stratégique 3). Plus spécifiquement, elle doit :

- Permettre aux pouvoirs publics de disposer d'une vision d'ensemble des phénomènes migratoires par un dialogue constant entre tous les acteurs via la Commission Nationale de Gestion de la Migration.
- Permettre aux pouvoirs publics de disposer d'outils d'aide à la décision pour conduire leur politique migratoire.
- Contribuer à une prise en compte positive de la migration pour le développement du pays.
- Contribuer à la protection des migrants conformément aux engagements pris par les pouvoirs publics.
- Contribuer à un meilleur contrôle des entrées et sorties dans le respect des accords bilatéraux et multilatéraux signés par la Mauritanie.

La SNGM n'a pas été adoptée au niveau gouvernemental mais au niveau du ministère de l'Intérieur, qui préside le Comité National de Gestion des Migrations. Elle prévoit la refonte du dispositif institutionnel de gestion des migrations et contient un projet de décret à cette fin, qui mettrait en place une Cellule de Coordination et Suivi-Evaluation au sein du ministère de l'Intérieur. L'appui prévu par l'Union européenne dans le cadre du plan d'action annuel 2022 vise à accompagner le Ministère dans la mise en place d'une telle cellule et assurer la mise en œuvre de la SNGM. Cette coordination assurera également la complémentarité des actions soutenues par le programme « Réussir ensemble en Mauritanie », financé par le mécanisme-flexible dont l'objectif est de renforcer les opportunités d'emploi des migrants et des mauritaniens. L'appui à la Cellule sera aussi important pour appuyer la Mauritanie dans la mise en place ou la consolidation des systèmes statistiques nécessaires à une gestion des migrations basée sur les faits. Des efforts seront déployés pour désagréger les statistiques par genre et garantir l'intégration d'une approche genre et fondée sur les droits humains dans la mise en œuvre de la stratégie.

Au niveau de ses engagements internationaux, après avoir signé la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants en 2016, la Mauritanie a adopté le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en 2018 et a signé la Déclaration conjointe de Niamey sur le trafic de migrants et la traite des êtres humains la même année. Cette action contribuera à renforcer la capacité des autorités mauritaniennes à prévenir et à combattre le trafic de migrants et la traite des êtres humains et à renforcer la coopération internationale dans ce domaine, conformément à l'Alliance mondiale pour la lutte contre le trafic de migrants lancée par la Commission européenne le 28 novembre 2023, avec un appel à l'action visant à renforcer la coopération internationale en matière de prévention du trafic de migrants et de lutte contre ce phénomène et d'offrir des alternatives à la migration irrégulière.

La politique relative aux réfugiés ne relève pas de la SNGM. La Mauritanie a adhéré à plusieurs accords internationaux sur la gestion des réfugiés, y compris la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, ratifiée en 1983, le Protocole de 1967 et la Convention de l'OUA de 1969 concernant les réfugiés en Afrique. Dans le cadre du Forum Global des Réfugiés, la Mauritanie a pris des engagements pour améliorer la situation des réfugiés, en incluant l'identification et la documentation des réfugiés, l'élaboration d'une loi d'asile, et leur inclusion dans les dispositifs de protection sociale et l'accès équitable au marché du travail, aux services de santé et à l'éducation. Le cadre juridique national a été renforcé par

le décret 2005-022, amendé en mai 2022 (décret 2022-063), pour offrir une protection accrue aux personnes déplacées, y compris la création de la protection subsidiaire pour ceux risquant des traitements inhumains dans leur pays d'origine. Ce décret révisé comprend également des dispositions pour la délivrance de documents de voyage pour les réfugiés et les personnes protégées.

En février 2022, le ministère de l'intérieur a signé un protocole d'accord avec le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR), reconnaissant son rôle dans la détermination du statut de réfugié et dans la facilitation de l'accès aux cartes d'identité, aux documents de voyage, et aux services essentiels pour les réfugiés urbains. Ce protocole renforce également la protection contre l'arrestation, la détention et le refoulement. Par ailleurs, le Gouvernement envisage l'adoption d'un projet de loi sur le droit d'asile, qui compléterait le décret 2022-063 et constituerait un jalon clé pour une politique d'asile compréhensive.

La politique de la Mauritanie envers les réfugiés du Hodh el Chargui est définie par une « lettre politique de développement sur les réfugiés et communautés d'accueil » datant de juillet 2023, élaborée par le ministère de l'Économie et du Développement Durable, Direction Générale des Politiques et Stratégies de Développement. Cette lettre actualise les choix stratégiques du gouvernement mauritanien en matière de gestion des réfugiés et des communautés hôtes, et repose sur trois leviers stratégiques principaux : (i) transformer les opportunités économiques locales de manière rapide, durable et inclusive ; (ii) améliorer la protection sociale et l'accès aux services de base ; et (iii) renforcer la gouvernance liée aux réfugiés et aux communautés d'accueil.

Le secteur sanitaire est structuré autour de la Politique Nationale de Santé (PNS) 2017-2030 et des plans stratégiques de développement sanitaire (PNDS), l'actuel couvrant la période 2022-2030. Ces plans sont alignés et répondent à la Stratégie de la Croissance Accélérée et de la Prospérité Partagée (SCAPP) 2016-2030 et sont mis en œuvre via des plans opérationnels annuels. Le PNDS 2022-2030 vise à améliorer durablement la santé des populations en fournissant un accès équitable à des services de santé de qualité.

Quatre programmes prioritaires soutiennent cet objectif : l'accélération de la réduction de la mortalité maternelle, néonatale, et infanto-juvénile ; le renforcement de la lutte contre la maladie ; l'amélioration de la sécurité sanitaire et la préparation et réponse aux situations d'urgences de santé publique et ; le renforcement des piliers du système de santé pour atteindre la couverture sanitaire universelle. L'opérationnalisation du PNDS se fait de manière ascendante, en commençant par le niveau des districts jusqu'au niveau central, et des revues annuelles permettent d'évaluer les progrès réalisés.

En 2023 les réformes du secteur de la santé ont continué à contribuer à l'amélioration de la gouvernance du secteur afin de renforcer l'accès pour tous à des services de santé de qualité et aux médicaments. Ces réformes restent alignées avec les engagements de l'État mauritanien pour la mise en place de l'assurance maladie universelle afin d'atteindre la Couverture Sanitaire Universelle d'ici 2030 (troisième objectif de développement durable (ODD)). Le mécanisme d'assurance maladie volontaire, dénommé Caisse Nationale de Solidarité en Santé (CNASS) a vu le jour en 2022 et se consolide depuis lors.

Le PNDS 2022-2030 et les plans annuels opérationnels permettent de renforcer le cadre opérationnel du système de santé mauritanien et de déterminer de manière stratégique les priorités. Par ailleurs, la réforme vers un budget-programme d'ici 2026, pilotée par le ministère de la Santé avec le soutien de l'Union européenne, devrait améliorer l'efficacité et la coordination du secteur.

Si les politiques sectorielles répondant à la SCAPP existent, sont pertinentes et sont portées par une volonté politique évidente, le principal défi reste leur mise en œuvre rapide et efficace, en raison notamment des limitations budgétaires, des faiblesses institutionnelles et des ressources humaines limitées des administrations concernées. Dans ce cadre, les appuis complémentaires de l'Union européenne et des autres partenaires, sont indispensables pour assurer une cohérence d'ensemble. Le Gouvernement est aussi actif dans la recherche de financement de la part du secteur privé. En conclusion, la SCAPP répond aux besoins du pays, dispose de mécanismes de suivi-évaluation et le Gouvernement travaille pour le financement nécessaire. La crédibilité de la politique nationale est acceptée par

l'ensemble des PTF qui alignent ses interventions aux priorités définies. Des efforts doivent être assurés par rapport à la disponibilité des données plus régulières par rapport aux indicateurs

En conclusion, la politique est suffisamment pertinente et crédible pour que les objectifs du contrat d'appui budgétaire soient largement atteints. Par conséquent, la Commission peut soutenir cette politique dans le cadre du contrat d'appui budgétaire proposé.

2.3.2 Politique macroéconomique

Le programme de réforme économique de la Mauritanie, appuyé par les accords avec le FMI, vise à préserver la stabilité macroéconomique, à renforcer les cadres de politique budgétaire et monétaire, à consolider les bases d'une croissance durable et inclusive et à réduire la pauvreté.

La Facilité Élargie de Crédit et le Mécanisme Élargi de Crédit (FEC/MEDC) approuvé en 2023 comprend trois piliers : i) l'amélioration du cadre budgétaire à moyen terme afin de maintenir la viabilité budgétaire et réduire progressivement l'endettement du pays, lisser la volatilité liée aux ressources du secteur extractif et protéger les dépenses sociales ; ii) le renforcement des cadres de politique monétaire et de change, le développement des marchés monétaires et de change pour mieux maîtriser l'inflation et rendre l'économie mauritanienne plus résiliente aux chocs exogènes et iii) des réformes structurelles visant à renforcer la gouvernance, la transparence et le secteur privé, en améliorant le climat des affaires et l'inclusion financière.

L'accord au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD), conclu en 2024, contribuera à renforcer la résilience face au changement climatique et à consolider le cadre de l'action publique, de façon à profiter au maximum des synergies avec d'autres financements officiels et à mobiliser des financements d'origine privée. Les réformes portent sur les domaines suivants : i) l'intégration du climat dans la gestion des finances publiques (GFP) et la gestion des investissements publics, ii) la protection sociale contre les chocs climatiques, iii) la décarbonation, iv) le renforcement du cadre institutionnel de gestion de l'eau. Les décaissements s'effectueront selon le rythme de mise en œuvre des réformes.

Lors de la dernière revue en février 2024, le FMI a considéré que les programmes sont sur la bonne voie avec une exécution satisfaisante. La majorité des repères structurels ont été observés. Alors que la croissance économique s'établit à 3,4% pour l'année 2023, le FMI projette pour 2024 une croissance de 4,3%. L'inflation poursuit sa tendance à la baisse atteignant 4,3% à la fin de 2023, se situant à 2,6% en février 2024 contre 9% en février 2023, en raison de la baisse des prix des produits des matières premières et du resserrement de la politique monétaire. En fin 2023, le solde budgétaire primaire non extractif, dons compris, a atteint -5,3% du PIB (contre -7,6% en 2022). Le déficit du compte courant devrait se réduire à 9,8% du PIB en 2023 (contre 16,7% à fin 2022). Les réserves internationales se sont stabilisées et sont à un niveau adéquat de 2,0 milliards de dollars en 2023. La dette publique s'établit à 47% du PIB en 2023 et reste sous contrôle, tandis que la balance commerciale, structurellement déficitaire, s'est légèrement améliorée au cours de l'année 2023.

Le Gouvernement s'engage à maintenir sa politique car les perspectives économiques demeurent incertaines. Une escalade des tensions géopolitiques pourrait affecter la Mauritanie en provoquant de nouveaux chocs des termes de l'échange. En outre, des catastrophes climatiques plus fréquentes pourraient détériorer les infrastructures, les terres arables et la production agricole, et créer une insécurité alimentaire relativement élevée. Des retards dans le démarrage de l'exploitation du projet gazier Greater Tortue Ahmeyim (GTA) ainsi que des fluctuations défavorables des prix sur les marchés des matières premières pourraient réduire les recettes budgétaires, accroître les besoins de financement extérieur et aggraver le profil de la dette à moyen terme. Par contre, la mise en œuvre attendue des phases futures du projet GTA ou d'autres grands projets miniers améliorerait la croissance économique et la balance des paiements.

Le FMI ainsi que l'ensemble des partenaires au développement soutiennent le Gouvernement pour la poursuite des réformes, nécessaires pour la diversification de l'économie mauritanienne, la consolidation

de la stabilité macroéconomique, encore vulnérable aux chocs exogènes, et une meilleure gouvernance. Cette action contribuera également à soutenir les efforts du pays dans ce sens.

En conclusion, les autorités mènent une politique macroéconomique axée sur la stabilité et le critère d'éligibilité est rempli.

2.3.3 Gestion des finances publiques (GFP)

Le Schéma Directeur des Réformes des Finances Publiques (SD-RFP) 2021-2025 définit les orientations stratégiques des réformes et les lignes directrices opérationnelles de leur mise en œuvre durant toute cette période. Il constitue le document de référence des réformes et met l'accent sur l'amélioration du processus de budgétisation, l'optimisation des recettes de l'Etat et la modernisation des finances publiques. Le SD-RFP répond aux défaillances constatées par les évaluations PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability) et diagnostics externes sur la gestion des finances publiques (comme le Public Investment Management Assessment (PIMA) 2020 et le PEFA 2019) y compris dans le cadres des missions et programmes avec le FMI. Ainsi, le plan opérationnel qui en découle intègre des recommandations de nouvelles évaluations, tels que le Tax Administration Diagnostic Assessment Tool (TADAT) de 2022. Les interventions des partenaires s'alignent sur les réformes et axes prioritaires définis dans le SD-RFP.

Il s'inscrit dans la poursuite de la déconcentration du processus budgétaire et le recentrage de la mission du ministre chargé des Finances vers un rôle de régulation, de centralisation de la préparation et de la bonne exécution des lois de finances. Ces réformes interviennent en application de la nouvelle loi organique relative aux lois de finances et en réponse aux constats et insuffisances mis en évidence par les différentes évaluations des finances publiques. Ces évaluations ont souligné la persistance de plusieurs insuffisances portant sur la fiabilité du budget, la gestion des actifs et des passifs, la stratégie budgétaire, l'établissement du budget fondé sur les politiques publiques, la prévisibilité et le contrôle de l'exécution du budget, la comptabilité et la surveillance de l'audit externe (Cour des Comptes). Le passage au budget basé sur la performance est prévu pour 2026 bien que les différents ministères ne soient pas encore prêts pour ce passage. Par contre, les prochaines lois des finances devraient pouvoir inclure un marqueur clima et un budget sensible au genre.

La mission PEFA, actuellement en cours permettra d'actualiser l'analyse sur la gestion des finances publiques et accompagnera le processus de préparation du nouveau programme au-delà de 2025. Les résultats du PEFA couvrant la période 2020-2021-2022, conjointement avec les progrès et réformes mises en place jusqu'à présent, permettront de fixer les points de dialogue en matière de finances publiques avec le gouvernement. Les autorités sont ouvertes à des évaluations externes et à des appuis pour l'amélioration du cadre des réformes comme le démontrent les différents appuis institutionnels déployés. Afin de bien suivre la mise en place de la stratégie de réforme, le ministère des finances a mis en place une Cellule en charge de la réforme et une plateforme de suivi des réformes qui permet à toutes les directions d'actualiser la mise en place des actions conduisant à l'atteinte des résultats attendus selon les axes prioritaires de la réforme. Ce suivi rapproché a permis de montrer que 56% du plan a été mis oeuvre en deux ans et demi. Ce suivi et progrès renforce la crédibilité de la stratégie du SD-RFP.

La politique de réforme s'appuie aussi sur les conclusions du diagnostic d'évaluation de l'administration fiscale (TADAT) de 2022, lequel a mis en exergue les difficultés à sécuriser et fiabiliser le fichier des contribuables, à élargir l'assiette fiscale, à engager la transformation digitale de la Direction Générale des Impôts (DGI) et à piloter et orienter l'activité stratégique de la DGI. Les appuis reçus ont permis des progrès dans ce domaine, comme la mise en place d'une unité de politique fiscale pour une meilleure gestion des aspects fiscaux et l'adoption des modifications au Code des impôts en 2023.

La politique fiscale vise une augmentation continue des recettes fiscales. Pour 2024, il est prévu qu'elles s'améliorent et représentent 64,8% de l'ensemble des recettes budgétaires prévues en 2024, par rapport aux 61,6% prévus en 2023. Dans le domaine du renforcement de la gestion des opérations financières

de l'Etat, la préservation de la viabilité de la dette publique à moyen et long terme a été favorisée, notamment à travers l'amélioration de la gestion de la trésorerie de l'Etat et de la dette intérieure et l'instauration d'une gestion dynamique de la dette extérieure, via la réhabilitation et la mise à jour du Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE). Le niveau d'endettement du pays s'est amélioré fin 2022 avec une reclassification de son risque de surendettement d'élevé à modéré. La dette mauritanienne est relativement stable aux alentours de 50% du PIB (48.1% fin 2023).

La Mauritanie a approuvé en avril 2023 la nouvelle « Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption Horizon 2030 ». Cette stratégie évalue les défis en matière de corruption et détaille les initiatives nécessaires pour obtenir des résultats effectifs. En parallèle, la Mauritanie a élaboré un « Plan d'amélioration de la gouvernance » avec l'appui du FMI, suite au « Diagnostic de la gouvernance » effectué (les deux documents sont publics). L'Inspection Générale de l'État (IGE) pilote la mise en place du plan. Une des mesures phares est la création d'une Agence Nationale indépendante de lutte contre la corruption. Des discussions sont en cours et semblent se diriger vers le renforcement de l'IGE avec des nouvelles attributions. La corruption est considérée comme un des risques importants freinant le développement du pays. La Mauritanie est classée 130 sur 180 pays sur l'Index 2023 de perception de la corruption avec un score de 30 sur 100.

En 2023, le SD-RFP est considéré comme mis en place à hauteur de 63.95%. Un mécanisme de suivi, instauré depuis quelques années, permet de suivre régulièrement le progrès des tâches et activités inscrites dans le plan d'action. Le cadre de gouvernance est opérationnel à trois niveaux : politique (présidé par le Premier Ministre et les Ministres impliqués), technique (au niveau des Directeurs généraux) et opérationnel (au niveau des différents services ministériels). De plus, la coordination avec les partenaires permet d'assurer un suivi permanent de l'opérationnalisation du SD-RFP.

En conclusion, la stratégie de réforme de la GFP est suffisamment pertinente et crédible, notamment en ce qui concerne la mobilisation des recettes nationales, et le critère d'éligibilité est rempli.

2.3.4 Transparence et contrôle du budget

La Mauritanie publie ouvertement et de façon systématique les informations liées au budget sur les sites du ministère des finances (MF) et du ministère de l'économie et développement durable (MEDD). Les projets de loi des finances sont publiés dès leur adoption en Conseil des Ministres sur le site du MF et les versions adoptées par le Parlement dès leur promulgation sur le site du MF et sur le site du Journal Officiel. Le MEDD publie toutes les informations relatives au cadrage budgétaire, CDBMT, PIP, SCAPP, Diagnostic et Plan de gouvernance et tout rapport relatif à la mise en place des politiques sectoriels

Le MF publie sur son site le tableau des opérations financières de l'État (TOFE) de manière mensuelle, le Rapport d'opérations financières de l'État (ROFE) annuel et à mi-parcours, ainsi que les projets des Lois de Règlement, l'État de la Trésorerie et l'état d'exécution de la Loi de finances en dépenses, ce dernier, de manière journalière. La Cour des comptes a finalement publié en 2023, sur son site, les rapports annuels de 2019, 2020 et 2021.

Malgré le fait que la Mauritanie ne participe pas à l'exercice Open budget survey, une version simplifiée du budget national a été élaborée avec l'appui des organisations de la société civile et est disponible sur le site du MF. La Mauritanie a adhéré dès 2005 à l'Initiative sur la transparence des industries extractives (ITIE) et a publié le rapport de 2023 (tous les rapports sont publiés sur le site de l'ITIE). La mission en charge de la procédure de validation de la mise en œuvre de l'ITIE a initié sa mission en février 2024 tel que prévu.

En conclusion, la documentation budgétaire pertinente a été publiée et le critère d'éligibilité est rempli.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est de promouvoir un développement intégré, durable, et socialement inclusif et renforcer la cohésion sociale et la stabilité nationale, en se focalisant sur la croissance économique verte, l'atteinte de la couverture santé universelle et une gestion proactive et humaine des migrations.

Les objectifs spécifiques de cette action sont :

1. Créer un cadre propice aux investissements publics et privés dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert établissant les réglementations nécessaires, en renforçant l'offre de formation professionnelle et technique nécessaire et les capacités du secteur privé domestique.
2. Mettre en œuvre une politique pour une migration sûre, ordonnée et régulière, bénéfique pour la Mauritanie, notamment en renforçant les capacités des services impliqués et leur coordination, et en protégeant les droits fondamentaux des réfugiés et des migrants (incluant les femmes et les plus vulnérables), selon leurs besoins différenciés notamment en raison du genre, condition de handicap et âge, et conformément aux engagements internationaux de la Mauritanie.
3. Renforcer l'accès aux soins de santé de qualité pour toute la population et notamment les femmes et les plus vulnérables.

Les produits induits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants :

- Contribuant à l'objectif spécifique 1 :
 - 1.1 L'environnement des affaires est amélioré dans ses différentes composantes (justice, droit du travail, fiscalité et douanes, etc.) et un cadre spécifique à l'écosystème de l'hydrogène vert et à ses produits dérivés, est adopté, favorisant la sécurité juridique nécessaire aux investissements.
 - 1.2 Des filières de formation professionnelle et technique adaptées sont consolidées: des programmes spécifiques de formation professionnelle et technique ont été développés pour assurer la disponibilité de personnel qualifié, répondant aux besoins de l'industrie de l'hydrogène et des sous-secteurs associés
 - 1.3 L'écosystème entrepreneurial est renforcé : Le réseau entrepreneurial national a été consolidé pour structurer le secteur privé contribuant à la chaîne de valeur de l'hydrogène vert et soutenir la création d'emplois décents, en particulier pour les femmes et les jeunes, garantissant des retombées durables pour l'économie locale.
- Contribuant à l'objectif spécifique 2 :
 - 2.1 La stratégie nationale de gestion des migrations est mise en œuvre efficacement, au travers du renforcement de la capacité opérationnelle des services impliqués dans la gestion des frontières maritimes (y compris l'approche genre), la lutte contre la criminalité organisée, en particulier le trafic des migrants et la traite des êtres humains. L'amélioration de la coordination entre acteurs est également assurée, ainsi que la collecte, l'accès, le partage, et l'analyse des données liées à la migration ;
 - 2.2 La protection des migrants, des réfugiés et des victimes de la traite est garantie : les procédures opérationnelles standards pour la gestion des migrations applicables aux différents acteurs sont consolidées et mises en œuvre conformément au droit international et aux droits humains; l'identification et la documentation des réfugiés et leur accès aux dispositifs de protection sociale sont renforcés.

- Contribuant à l'objectif spécifique 3 :

3.1 Le système d'assurance maladie volontaire est consolidé permettant le déploiement vers les zones à fort potentiel de croissance économique, en facilitant la couverture des femmes et personnes les plus vulnérables.

N.B. Cette action est complémentaire à d'autres interventions de l'UE dans le domaine de la santé, et les aspects liés à ce domaine seront traités dans le cadre de notre dialogue de politique.

Les produits directs (PD) à fournir dans le cadre de cette action sont les suivants :

PD1. Accroissement des ressources budgétaires disponibles.

PD2. Renforcement du dialogue politique et des politiques: un dialogue politique et sur les politiques aligné et coordonné pour le soutien aux réformes liées à l'économie verte, la gestion des migrations, l'accès universel aux services de santé, avec une approche d'égalité entre les genres et des droits humains.

PD3. Amélioration du suivi et de l'évaluation des politiques : le suivi des réformes et le rapport des données sont assurés, y inclus les données nécessaires pour les évaluations de performance liées au décaissement de l'appui budgétaire.

3.2 Activités indicatives

3.2.1 *Appui budgétaire*

La présente action inclura une composante d'appui budgétaire et une enveloppe d'accompagnement.

Sur le volet appui budgétaire, les tranches annuelles incluront une tranche fixe et des tranches variables, dont le décaissement sera sujet à la réalisation des quatre conditions générales (politique publique, stabilité macroéconomique, gestion des finances publiques, et transparence budgétaire).

L'objectif général et les objectifs spécifiques du programme seront poursuivis par des mesures/indicateurs d'appui budgétaires liés au décaissement des tranches variables, qui constitueront la part prépondérante des tranches annuelles d'appui budgétaire.

Les activités indicatives incluront :

1. Dialogue mutuel continu entre le gouvernement et la Délégation de l'Union européenne sur les critères d'éligibilité à l'appui budgétaire ;
2. Réalisation de progrès par le gouvernement sur les conditions générales et dans les priorités de politiques et sur les objectifs (général et spécifiques) du programme d'appui budgétaire ;
3. Transmission par le gouvernement des preuves des progrès requises en particulier à l'occasion des requêtes de décaissements;
4. Transfert annuel du montant prévu pour l'appui budgétaire sur le compte du Trésor Public (en fonction de la réalisation des progrès);
5. Dialogue continu entre la Délégation de l'UE et les autres partenaires au développement pour coordonner et mieux aligner la coopération UE afin de renforcer la synergie des activités et d'alléger les obligations de « reportage » pour le gouvernement.

3.2.2 *Appui complémentaire*

A titre indicatif, l'appui complémentaire, d'une valeur de 5 millions d'euros, permettra notamment de déployer les outils nécessaires (études et assistances techniques) à l'essor de l'écosystème hydrogène vert. Il s'agirait, si nécessaire, de financer les études de faisabilité des infrastructures prioritaires qui seront identifiées, d'accompagner par des assistance techniques ponctuelles le ministère du Pétrole, de l'Energie et des Mines dans la définition et la mise en application du cadre légal, réglementaire, fiscal et

organisationnel spécifique à l'écosystème de hydrogène vert et à ses produits dérivés, et d'accompagner les ministères compétents dans la définition et la mise en application d'un cadre plus global en matière de droit du travail, de douanes et judiciaire, ainsi qu'un appui à l'amélioration du climat des affaires. La Mauritanie pourra aussi bénéficier de l'enveloppe régionale, qui pourra être mise à contribution sur les études identifiées dans le cadre d'investissements potentiels. Des ressources additionnelles mobilisées via les AAP 2022 et 2023, le mécanisme flexible 2022 ainsi que la MTR, viendront compléter le dispositif pour accompagner l'appui au développement des politiques sectorielles nécessaires à l'atteinte des résultats attendus. L'assistance technique déployée via le programme PAGFAM (2022-2027) constituera le support dans le cadre de la gestion des finances publiques.

La contribution de l'UE aux initiatives « Équipe Europe » susmentionnées, à laquelle cette action se réfère, sera complétée par d'autres contributions des membres de l'« Équipe Europe ». Elle est soumise à la confirmation formelle de la contribution significative de chaque membre respectif dans les meilleurs délais. Si les initiatives « Équipe Europe » et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut se poursuivre en dehors du cadre d'une initiative « Équipe Europe ».

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinents pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) que les principaux aspects liés à l'environnement et au climat doivent être pris en considération au cours de la conception. L'évaluation de l'impact sera conduite dans le cadre de la préparation spécifique de chacune des infrastructures au moment de la réalisation des études de faisabilité et non au niveau de l'action, en impliquant les représentants des populations locales. Par ailleurs, le Code de l'hydrogène vert, qui devrait être voté par l'Assemblée nationale dans le courant du troisième trimestre 2024, viendra spécifier les règlements spécifiques que devront respecter les projets dans le secteur.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire). Néanmoins, les développeurs de projet d'hydrogène vert et des infrastructures d'interconnexion devront réaliser leurs propres EIE dans les études de faisabilité lors de la mise en œuvre du projet. Ce type d'étude est obligatoire en Mauritanie pour des projets d'infrastructures dans le secteur de l'énergie, avec des compléments éventuels qui seront inscrits dans le Code de l'Hydrogène en cours d'adoption.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Selon les derniers rapports d'évaluation du Groupe Intergouvernemental des Experts sur le Climat (GIEC), la Mauritanie fait partie des dix pays les plus vulnérables au changement climatique. Ce serait l'un des pays où l'environnement est le plus dégradé au monde. Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action présente un risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire). L'Action contribuera à réduire les risques associés à la déforestation et aux émissions de gaz à effet de serre, contribuant aussi aux objectifs de la Grande Muraille verte de restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées³ et de séquestrer 250 millions de tonnes de carbone.

³ En lien avec le marqueur « Lutter contre la désertification » de la Convention de Rio

Plus globalement, les cahiers des charges des appels d'offres pour le recrutement de développeurs de projets d'hydrogène vert (hors financement de la présente action) devraient inclure les questions relatives à la gestion des déchets et des ressources en eau lors des phases de construction d'exploitation et de démantèlement, sur la base de données portant sur la résistance des matériels installés face aux conditions climatiques particulières du pays (vent, poussière, fortes chaleurs), à l'existence ou non de filières spécialisées dans le pays ou la région, mais aussi aux ressources humaines disponibles pour assurer l'entretien et la maintenance des installations.

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique qu'elle prend en compte les conclusions de l'analyse genre et s'inscrit dans la logique du Plan d'Action Genre (GAP III) pour la Mauritanie. En particulier, l'action contribuera au domaine thématique du GAP III « Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique ».

L'égalité des hommes et des femmes et l'autonomisation des femmes et des filles sera visée par les trois composantes de l'action et par la nature même de l'action (appui budgétaire). Dans le domaine de l'écosystème de l'hydrogène vert, concernant les mesures visant le climat des affaires et le cadre réglementaire, les autorités seront encouragées à la promotion de cette égalité. L'action soutiendra l'égalité de genre et répondra aux principes des Nations Unies en matière de droits humains appliqués aux entreprises, en intégrant par exemple des clauses spécifiques dans les cahiers des charges des appels d'offres pour leur recrutement. Du côté de la gestion de finances publiques, l'action renforcera la budgétisation sensible au genre.

Les besoins spécifiques des femmes et des filles migrantes et réfugiées (majoritaires dans ce deuxième contexte) seront pleinement pris en compte, ainsi que leur rôle positif, comme actrices du développement et de la stabilité.

Les actions visant le renforcement du capital humain de la Mauritanie (formation technique et professionnelle, santé), mettront nécessairement au premier plan les activités au bénéfice des femmes et des filles.

Des efforts seront faits pour désagréger les indicateurs de suivi par genres afin de vérifier la réalité et la pertinence des activités entreprises.

Droits de l'homme

L'accès à l'énergie, qui sera renforcé avec la part d'électricité que les promoteurs hydrogène devront injecter dans le réseau électrique national, ainsi que l'accès à un emploi décent sont des droits humains fondamentaux. L'Action veillera au respect de ces droits dans toutes les activités qu'elle soutiendra. Il n'est pas envisageable d'appuyer une croissance inclusive dans une société sans énergie. Par ailleurs, la pauvreté énergétique est cause d'inégalité socio-économique, de problèmes d'éducation, de santé publique et de déforestation. L'accès à l'énergie est vu comme un vecteur de transformation, de pacification sociale et de prévention des conflits.

La protection des droits des migrants et des réfugiés est une priorité essentielle au sein de cette action. Le projet vise à garantir que ces populations en situation de vulnérabilité, en particulier les femmes et mineurs accèdent pleinement à leurs droits fondamentaux, notamment le droit à la santé, à la sécurité, et à un environnement de vie décent. Une approche basée sur les droits humains sera adoptée pour assurer que les migrants et les réfugiés ne soient pas discriminés et soient protégés contre toute forme d'abus ou d'exploitation, en particulier les femmes et les mineurs. Un projet d'appui à la protection des migrants et des réfugiés mis en œuvre en parallèle permettra de compléter les mesures prises dans le cadre de cet appui budgétaire afin de garantir cette protection. En outre, des initiatives de sensibilisation seront développées en parallèle pour informer les migrants, potentiels migrants et les réfugiés de leurs droits et des moyens de les faire valoir. La coopération avec les organisations de la société civile et les agences

humanitaires permettra d'améliorer les conditions de vie de ces populations et de promouvoir leur inclusion socio-économique.

L'accès à la santé est un objectif de cette action, ainsi que l'égalité dans cet accès et la lutte contre toutes les formes de discrimination y compris celles basées sur le genre, l'ethnicité, le handicap. Le renforcement des services publics de la santé, qui sont les principaux détenteurs d'obligations concernant ces droits, est au cœur de l'action. Les populations qui bénéficieront de l'assurance maladie feront partie des acteurs de mise en œuvre de cette initiative et porteurs du changement. Les titulaires des droits seront également associés à la gouvernance de l'action à travers leurs organisations représentatives, par exemple l'assurance maladie qui représente la population affiliée avec les associations de base. Des actions spécifiques de communication pour le développement dans le domaine du droit à la santé seront promues. Les droits à la santé par des groupes spécifiques tels que les filles, les migrants et les réfugiés, théoriquement reconnus mais avec des difficultés d'application pratique, seront également pris en compte.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela signifie que le handicap n'est pas un objectif prioritaire dans l'action, mais néanmoins est englobé dans l'objectif de développer des emplois décents de manière inclusive, y compris les personnes porteuses de handicap, dans la prise en compte des besoins spécifiques des personnes porteuses de handicap dans les politiques relatives à la migration et aux réfugiés, et dans celles relatives à la santé ainsi que des bénéfices qu'elles peuvent en tirer.

Réduction des inégalités

Les inégalités demeurent relativement importantes en Mauritanie. Les 10% les plus riches de la population mauritanienne détiennent 40% des revenus, tandis que les 50% les plus pauvres détiennent seulement 18%. Elles ont tendance à se réduire à un rythme modeste. Cette inégalité de revenus se traduit également par et reflète une inégalité d'accès à la formation, à la santé, à l'emploi, à l'énergie et aux ressources naturelles. Les inégalités ont un impact négatif sur le développement de la Mauritanie et entravent la jouissance des droits fondamentaux de la population. Elles contribuent à la pauvreté, à l'exclusion sociale, à la criminalité et à l'instabilité.

L'appui budgétaire renforcera l'effort du gouvernement mauritanien inscrit dans la SCAPP visant une répartition équitable des fruits de la croissance, l'identification des injustices sociales et, plus généralement, la réduction des inégalités.

Démocratie

La démocratie a globalement connu des avancées notables ces dernières années en Mauritanie, bien que des progrès demeurent nécessaires. Les élections de 2023 (législatives, municipales, régionales), se sont déroulées dans un climat relativement apaisé et sans incident majeur, en présence d'observateurs nationaux et internationaux. Malgré les accusations d'irrégularité, aucune fraude majeure n'a été relevée (hormis des incidents mineurs isolés). Il existe certaines restrictions quant à la possibilité pour les partis politiques d'exister (sur base de leurs résultats passés). Les préparatifs pour l'élection présidentielle de juin 2024 avancent bon train et aucune difficulté particulière n'est pour le moment envisagée par la plupart des observateurs.

Cette action renforcera la participation de la société civile en matière de contrôle citoyen sur l'exécution du budget national et renforcera sa participation à la préparation du « budget citoyen », pour un budget compréhensible par la population.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

De par son accent sur une approche à 360 degrés visant à construire les fondements d'une croissance économique durable, l'approche prise par l'Union européenne en appui de la stratégie du gouvernement

mauritanien, devrait contribuer au renforcement de la stabilité en Mauritanie, l'un de ses objectifs principaux. Un meilleur accès aux services de base, notamment aux infrastructures de santé, un appui à l'inclusion des réfugiés concourt à ce renforcement.

Réduction des risques de catastrophes

Cet appui budgétaire n'aura pas de lien direct avec la réduction des risques de catastrophe, cependant, à long terme, les cibles liées à l'environnement auront un impact sur la réduction des catastrophes liées à la dégradation de l'environnement et au changement climatique. Le renforcement du système de santé permettra de mieux répondre aux éventuelles catastrophes et crises humanitaires, et de mieux prévenir les risques de malnutrition.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
Politique	Augmentation de l'instabilité dans le Hodh el Chargui comme conséquence de l'instabilité au Mali et des aléas climatiques	Moyenne	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Actions complémentaires de renforcement de la résilience des populations dans le Hodh el Chargui (e.g. programme Karama, actions MIRECAM et TAWAFOUG sous le mécanisme flexible); - Programmes d'appuis à la cohésion sociale / prévention des conflits (e.g. programme Net-Aïchou sous FPI); - Renforcement des moyens et de la formation des forces de défense et de sécurité mauritaniennes.
Politique	Violations des droits fondamentaux des réfugiés et des migrants liées à un déficit de capacité et de formation des entités en charge de leur gestion	Moyenne/ Faible	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> - Dialogue sur les politiques renforcé, notamment dans le cadre du nouveau partenariat sur les migrations entre la République Islamique de Mauritanie et l'Union européenne et dialogue sur les conditions générales de l'appui budgétaire; - Indicateurs de performance des tranches variables liés à la protection des migrants et réfugiés ; - Actions complémentaires de protection des migrants et des réfugiés ;

				<ul style="list-style-type: none"> - Actions de formations des forces de sécurité sur les droits fondamentaux.
Macroéconomique	Chocs exogènes liés à des fluctuations défavorables des prix sur les marchés des matières premières, l'insécurité régionale et tensions géopolitiques et les aléas climatiques.	Moyenne	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> - S'appuyer sur le dialogue de l'appui budgétaire pour renforcer la résilience et stabilité macroéconomique, notamment en coordination avec le FMI et la Banque mondiale ; - Actions de support à la diversification de l'économie et notamment pour la production agricole nationale (Actions RIMDIR, RIMFIL et SECURALIM en cours, Action SYSALIM à venir sous AAP 2023.)
Développement	Leadership et gouvernance inadéquats au niveau central et sectoriel	Moyenne	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> - Dialogue soutenu avec le gouvernement sur les politiques de réforme au niveau global et sectoriel, en s'appuyant sur l'approche Équipe Europe et le dialogue politique Art. 8.
Développement	Faible capacité des administrations et résistance au changement	Elevé	Moyenne	<ul style="list-style-type: none"> - Appuis institutionnels complémentaires dans les principaux domaines de priorité au travers de l'appui complémentaire et d'autres actions de l'UE (e.g. appui à la mise en œuvre de la SNGM au travers de l'AAP 2022, AT au MPEM/AMHV sous AAP 2022); - Dialogue technique en complément du dialogue politique, entre la délégation de l'Union européenne, les États membres et les administrations compétentes (Appui TAF Energie).
Gestion des finances publiques	Manque de priorisation des ressources sur les priorités visées	Elevé	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> - S'appuyer sur la réforme des finances publiques et sur le dialogue au plus haut niveau pour impulser une allocation du budget national alignée sur les priorités identifiées dans les politiques et stratégies nationales ;

				<ul style="list-style-type: none"> - Dialogue technique en complément du dialogue politique, entre la délégation de l'Union européenne, sous un approche Équipe Europe et les administrations compétentes.
Corruption/fraude	Inefficacité des politiques de prévention et de contrôle pour lutter contre la corruption	Elevé	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du dialogue autour de la mise en œuvre effective de la stratégie nationale de lutte contre la corruption et du plan d'action gouvernance accordé avec le FMI accompagné d'un suivi rapproché ; - Actions complémentaires via projets spécifiques (e.g. PAGFAM) pour le renforcement de la gestion des finances publiques et la lutte contre la corruption.
Sociale	Engagement limité en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, de l'approche fondée sur les droits humains et des personnes en situation de handicap de la part des institutions ciblées et des acteurs non étatiques.	Moyenne	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> - Les groupes et réseaux de femmes et de personnes en situation de handicap feront partie des groupes consultés, ce qui renforcera la participation des femmes à la prise de décision, à la planification et à l'accès aux opportunités économiques et de formation ; - Le dialogue avec les institutions et les acteurs non étatiques portera sur l'intégration de l'égalité des sexes, l'approche fondée sur les droits humains et les droits des personnes en situation de handicap.

Enseignements tirés :

L'évaluation stratégique de la coopération entre l'UE et la Mauritanie pour la période 2014-2020 souligne certains risques liés à l'appui budgétaire, comme par exemple les difficultés liées aux conditions pour atteindre les indicateurs de performance ou un manque d'intérêt possible de cette modalité au niveau sectoriel.

Dans le domaine des migrations et des réfugiés, un appui budgétaire avait été décidé en 2019 dans le cadre du fonds fiduciaire d'urgence, intitulé « L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie » (T05-EUTF-SAH-MR-08), pour un montant de 20 millions d'euros plus un appui complémentaire de 5 millions d'euros. Bien que la mise en œuvre ait été perturbée par la survenue du COVID-19, cet appui budgétaire a néanmoins mis en lumière le besoin de renforcer les ponts entre la SCAPP et les politiques sectorielles et les risques liés au secteur.

L'implémentation du dernier programme d'appui budgétaire sectoriel sur la santé et l'éducation (AAP 2021) confirme les enseignements tirés des programmes d'appui budgétaire précédents. Ces enseignements permettront de développer un programme tenant en compte les difficultés rencontrées et permettant d'atténuer les risques. Concernant le secteur de la santé, l'évaluation stratégique a souligné des progrès importants dans le secteur de la santé grâce à l'accompagnement du Programme d'Appui au secteur de la Santé (PASS) initié en 2017, validant ainsi l'efficacité de l'approche choisie. En effet, à travers l'appui du PASS qui est aligné sur les objectifs des PNDS et financé par l'UE sous le 11e FED, une approche plus structurée et basée sur les résultats a été adoptée contribuant à l'amélioration du secteur de la santé et renforçant le partenariat de l'UE avec la Mauritanie dans ce secteur.

Les risques identifiés ne remettent en effet pas en cause la pertinence de la modalité d'appui budgétaire, option privilégiée par le Gouvernement pour le partenariat avec l'Union européenne. Cette modalité permet de renforcer significativement le dialogue des politiques avec le Gouvernement ainsi que le dialogue politique. Le dialogue politique, structuré autour des critères d'éligibilité et des politiques/réformes visées par le programme prend place au plus haut niveau et est un outil précieux pour soutenir et promouvoir les réformes. La mise en place d'un comité de pilotage stratégique unique est aussi une des conditions importantes pour la réussite du dialogue et des réformes. Une coordination étroite avec le FMI et la BM est nécessaire pour garantir un impact réel. De plus, cette modalité gagne en efficacité si elle est accompagnée par des programmes d'appui spécifiques dans les secteurs concernés, comme c'est le cas dans le cadre de l'appui de l'UE en Mauritanie. Les programmes d'appui institutionnel dans le secteur de la migration, la sécurité, la santé et la gestion des finances publiques permettent d'accompagner directement les ministères sectoriels et d'assurer un suivi rapproché. En parallèle à ce programme d'appui budgétaire, des programmes d'appui à la gestion de la migration, la protection et inclusion des réfugiés, de renforcement du dispositif de formation technique et professionnel, d'appui au secteur de la santé, y compris un fort appui institutionnel, de développement du secteur des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert, ainsi qu'un appui à la gestion de finances publiques sont déjà en place.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est :

Si:

1. L'appui budgétaire est fourni dans le cadre de ce contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience ;
2. Le gouvernement met en œuvre les activités permettant l'atteinte de cibles dans les domaines suivants : (a) développement de l'hydrogène vert, (b) gestion de la migration, et (c) santé, qui correspondent aux tranches variables de décaissements;
3. L'assistance technique est fournie et soutient l'établissement d'un cadre propice au développement du secteur de l'hydrogène vert ;

Et les hypothèses suivantes sont vérifiées :

- L'environnement politique et sécuritaire reste stable ;
- Le contrôle des pressions migratoires se maintient dans le respect des droits humains;
- La volonté politique et le consensus sont maintenus pour faire avancer les réformes dans les domaines politiques ciblés ;
- La situation économique reste stable et en l'absence de crise économique majeure ;

Alors:

1. L'environnement des affaires est amélioré dans ses différentes composantes (justice, droit du travail, fiscalité et douanes, etc.) et un cadre spécifique à l'écosystème de l'hydrogène vert et à ses produits dérivés est adopté ; des filières de formation professionnelle et technique adaptées sont consolidées pour le développement de l'écosystème de l'hydrogène vert sont développées et l'écosystème entrepreneurial est renforcé ;
2. La stratégie nationale de gestion des migrations est mise en œuvre efficacement : Les systèmes de documentation et les améliorations des procédures liées aux droits des migrants et des réfugiés sont renforcés, garantissant une gestion conforme aux normes internationales et respectueuse des droits humains, favorisant une meilleure intégration
3. Un système de couverture sanitaire universelle est développé, contribuant directement à une meilleure santé publique et à une plus grande équité dans l'accès aux soins médicaux, surtout pour les populations vulnérables.

Alors :

1. Un cadre propice aux investissements dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert est créé ;
2. Une politique pour une migration sûre, ordonnée et régulière est mise en œuvre ;
3. L'accès aux soins de santé de qualité pour toute la population et notamment les femmes et les plus vulnérables est renforcé.

Conduisant à l'impact suivant :

Le pays pourra maximiser l'exploitation de son potentiel énergies renouvelables dont l'hydrogène vert, connaître une forte croissance et un développement intégré, durable, et socialement inclusif contribuant à une plus grande stabilité nationale.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Avertissement : les indicateurs utilisés dans la matrice du cadre logique se réfèrent à la logique d'intervention de l'appui budgétaire. Ils contribuent au suivi de la mise en œuvre du programme au regard de ses objectifs et permettent d'évaluer ensuite sa contribution aux réalisations de la politique du pays. La liste d'indicateurs ci-dessous ne doit pas être comprise comme la liste d'indicateurs orientant le décaissement des tranches variables et précisée dans la partie correspondante de la convention de financement signée avec le pays partenaire, bien que certains indicateurs puissent être utilisés à ces deux fins et seront cochés par conséquent.

Résultats	Chaîne des résultats	Indicateurs (15 au maximum)	Valeurs de référence (année)	Valeurs cibles à l'horizon de la fin du contrat d'appui budgétaire (année)	Sources de données (1 par indicateur)
	Promouvoir un développement intégré,	1. Taux de chômage, désagrégué par sexe, âge et personnes porteuses de handicap (GERF 1.11 et SCAPP 2.3.1)**	56.37% (2024)	1. 47.6% (2027)	1. Indicateurs SCAPP 2.3.1

Impact indicatif de la politique	durable, et socialement inclusif. En se focalisant sur la croissance économique verte, l'atteinte de la couverture santé universelle et une gestion proactive et humaine des migrations, cette action vise à renforcer la cohésion sociale et la stabilité nationale.	2. Taux de croissance du PIB	2. 3.4% (FMI)	2. 12% 2026	2. Indicateur SCAPP
		3. Pourcentage de la population couverte par un mécanisme d'assurance maladie (sexe, âge, milieu de résidence, etc.) (CNAM + Caisses Régionales Solidarité Santé (CRESS) + CNASS+ autres : mutuelle, privé, etc.) (ODD 3.8.1)	3. 10% 2021	3. À définir en fonction PNDS	3. Rapport annuel de la revue du PNDS et annuaire statistique santé
Réalisations attendues de la politique	1. Créer un cadre propice aux investissements publics et privés dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert en établissant les réglementations nécessaires, en renforçant l'offre de formation professionnelle et technique nécessaire et les capacités du secteur privé domestique.	1.1. Nombre d'opérateurs signataires d'une Convention globale H2V approuvée par voie législative.	1.1. 0 (2024)	1.1. 2 (2027)	1.1. Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie
		1.2. Volume des investissements publics et privés engagés pour le financement des projets de production d'hydrogène vert et des sous-secteurs associés (en devise MRU)	1.2. A définir (2024).	1.2. A définir (2027).	1.2. Rapports de l'Agence Mauritanienne de l'hydrogène vert et Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie
	2. Mettre en œuvre une politique pour une migration sûre, ordonnée, bénéfique pour la Mauritanie, notamment en renforçant les	2.1. Nombre de rapports de mise en œuvre de la SNGM	2.1. 0	2.1. 1 par an	2.1. A définir avant signature de la CF
		2.2. Nombre de migrants, des victimes de la traite et des réfugiés, pris en charge conformément aux procédures opérationnelles standards applicables (ventilé par sexe, âge, milieu de résidence, etc.)	2.2. À déterminer avant signature de la CF	2.2. 100%	2.2. A définir avant signature de la CF

	capacités des services impliqués et leur coordination, et en protégeant les droits fondamentaux de tous les réfugiés et migrants (incluant les femmes et les plus vulnérables), conformément aux engagements internationaux de la Mauritanie	2.3. Proportion des réfugiés bénéficiant d'un Numéro National d'Identification (ventilé par sexe, âge, milieu de résidence, etc.)	2.3. À déterminer avant signature de la CF	2.3. 100%	2.3. A définir avant signature de la CF
		2.4. Nombre de migrants, de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays ou de personnes issues des communautés d'accueil protégé ou aidé par le soutien de l'UE (GERF 2.20)**	2.4. À déterminer avant signature de la CF (2024)	2.4. À déterminer (2027)	2.4. A définir avant signature de la CF
	3. Renforcer l'accès aux soins de santé de qualité pour toute la population et notamment les femmes et les plus vulnérables	3.1. Nombre d'adhérents au système d'assurance maladie volontaire de la CNASS (désagrégué par sexe, statut résidence, région)	3.1. 100.000 adhérents (30/03/2024)	3.1. 1.000.000 adhérents (31/12/2027)	3.1. Rapport de la CNASS et annuaire statistique santé
		3.2. Taux d'accouchements assistés par un personnel qualifié (désagrégué par district)	3.2. 69.2% (Annuaire statistique sanitaire 2023)	3.2. 85% (80% 2025, cible 2030=90% PNDS)	3.2. Rapport annuel de la revue du PNDS et annuaire statistique santé
		3.3. Taux de couverture vaccinale penta 3 (ventilé par sexe, milieu de résidence, etc.)	3.3. 90% (Annuaire statistique 2023)	3. 3. 90% (cible 2030= 90% PNDS)	3.3. Rapport annuel de la revue du PNDS et annuaire statistique santé
		3.4. Taux des Unités Spéciales de Prise en Charge des victimes de violences basées sur le genre (USPEC) dans les structures sanitaires financées par le Gouvernement	3.4. 0	3. 4. 50% (31/12/2027)	3. 4. Rapport annuel de la revue du PNDS et annuaire statistique santé
Produits induits	OS 1 : 1.1 L'environnement des affaires est amélioré dans ses	1.1.1. État d'avancement de la création et de l'organisation de l'Agence Mauritanienne de l'Hydrogène Vert (AMHV)	1.1.1. L'AMHV n'est pas créée (2024)	1.1.1. AMHV en place et opérationnelle (décret) (2025)	1.1.1 Journal Officiel de la république Islamique de Mauritanie

	différentes composantes (justice, droit du travail, fiscalité et douanes, etc.) et un cadre spécifique à l'écosystème de l'hydrogène vert et à ses produits dérivés, est adopté, favorisant la sécurité juridique nécessaire aux investissements	1.1.2. État d'avancement du processus de certification de l'hydrogène vert	1.1.2. Pas de processus opérationnel en Mauritanie (2024)	1.1.2. 1 de processus certification approuvé (décret) et opérationnel (2027)	1.1.2. Arrêté ou Décision du Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Mines
		1.1.3. Nombre de réunions du cadre de concertation public-privé avec l'ensemble des acteurs.	1.1.3. 0 réunions (2024).	1.1.3. 2 réunions annuelles	1.1.3. Procès verbaux des réunions
		1.1.4. Nombre de dispositions/réglementations concernant les thématiques prioritaires en matière du climat des affaires sont adoptées par le gouvernement (publication d'un décret ou arrêté), sur proposition du cadre de concertation public-privé.	1.1.4. 0 (2024)	1.1.4. 4 (2027)	1.1.4. Journal Officiel de la république Islamique de Mauritanie
	1.2 Des filières de formation professionnelle et technique adaptées sont consolidées : Des programmes spécifiques de formation professionnelle et technique ont été développés pour assurer la disponibilité de personnel qualifié, répondant aux besoins de l'industrie de l'hydrogène et des sous-secteurs associés.	1.2.1. Nombre de personnes ayant bénéficié de formation technique et professionnelle/développement des compétences initial ou continu, avec l'appui de l'UE dans le cadre de l'écosystème hydrogène vert (GERF 2.14) (ventilé par sexe, âge, milieu de résidence, etc.)	1.2.1. 0 (2024)	1.2.1. À déterminer	1.2.1 Rapports Assistances techniques d'appui et centres de formation
	1.3 L'écosystème entrepreneurial est renforcé Le réseau	1.2.2. Taux de réussite des élèves ayant participé à des formations dans les secteurs porteurs de la Mauritanie liées à l'écosystème de	1.2.2. 0 (2024)	1.2.2. À déterminer	1.2.2 Rapports Assistances techniques d'appui et/o Ministère

	entrepreneurial national a été consolidé pour structurer le secteur privé et soutenir la création d'emplois décents, en particulier pour les femmes et les jeunes, garantissant des retombées durables pour l'économie locale.	l'hydrogène vert (à définir) (ventilé par sexe, âge, milieu de résidence, etc.)			Emploi et Formation Professionnelle
		1.2.3 Nombre de places disponibles annuellement pour la formation professionnelle liée aux secteurs de l'hydrogène vert et des sous-secteurs associés (ventilées par publiques/privées).	1.2.3. 0 (2024)	1.2.3 À déterminer	1.2.3. Rapports Ministère Emploi et Formation Professionnelle et/ou SCAPP
		1.3.1. État d'avancement du processus de certification des entreprises dans les filières prioritaires	13.1. 0 (2024)	1.3.1. 1 programme de certification des entreprises est défini (2027)	1.3.1. Arrêté ou Décision Ministère compétent
		1.3.2. État d'avancement du processus de certification des organismes agréés pour la certification	1.3.2. 0 (2024)	1.3.2.1 programme de certification des organismes est défini (2027)	1.3.2. Arrêté ou Décision Ministère compétent
		1.3.3. État d'avancement des normes Environnementales et Sociales régulant la construction et l'exploitation des sites de production, transport et exportation H2V	1.3.3. Inexistence de normes complètes (2024)	1.3.3. Normes spécifiques H2 adoptées (ISO, PGES) (2027)	1.3.3. Texte réglementaire (décret/arrêté) fixant les normes
	OS 2 : 2.1La stratégie nationale de gestion des migrations est mise en œuvre efficacement, au travers du renforcement de la capacité opérationnelle des services impliqués dans la gestion des frontières, la lutte contre la criminalité organisée,	2.1.1. Nombre de réunions du Comité National de Gestion de la Migration qui comptent avec la participation de toutes les parties prenantes établies dans la politique nationale	2.1.1. À déterminer	2.1.1. À déterminer	2.1.1. Ministère de l'intérieur
		2.1.2. Nombre d'institutions étatiques et d'acteurs non étatiques soutenus par l'UE en matière de sécurité, de gestion des frontières, lutte contre l'extrémisme violent, prévention des conflits, protection de la population civile et droits humains (GERF 2.23)** y compris le trafic de migrants et la traite des êtres humains	2.1.2. À déterminer	2.1.2. À déterminer	2.1.2 Rapport des projets UE
		2.1.3. Nombre de stratégies ou de politiques de gestion des migrations ou des déplacements forcés (b) en cours de mise en œuvre avec le soutien de l'UE (GERF 2.21)**	2.1.3. À déterminer	2.1.3. À déterminer	2.1.3. Rapport des projets UE

<p>en particulier le trafic des migrants et la traite des êtres humains. L'amélioration de la coordination entre acteurs est également assurée, ainsi que la collecte, l'accès, le partage, et l'analyse des données liées à la migration (ventilées par genre).</p>	2.1.4. Nombre de postes frontières interconnectés	2.1.2. À déterminer	2.1.2. À déterminer / augmentation	2.1.2. Ministère de l'intérieur / OIM
	2.1.5. Nombre et durée des opérations de surveillance des frontières terrestres et maritimes menées par les forces de sécurité	2.1.3. À déterminer	2.1.3. À déterminer / augmentation	2.1.3. Ministères de l'intérieur, de la défense, des pêches
	2.1.6. Nombre annuel de rapports sur les flux et la gestion des migrations produits par les parties prenantes.	2.1.4. 0	2.1.4. 1 par an	2.1.4. Suivi par la délégation
	2.1.7. État d'avancement de la stratégie nationale de gestion intégrée des frontières	2.1.5. La stratégie nationale de gestion intégrée des frontières est périmée ou nécessite une révision	2.1.5. 1 stratégie mise à jour, comportant les approches d'égalité entre les genres et droit humains et validée par les parties prenantes pertinentes.	2.1.5. Ministère de l'intérieur
<p>2.2. La protection des migrants et des réfugiés est garantie : les procédures opérationnelles standards pour la gestion des migrations sont consolidées et appliquées conformément au droit international (en particulier les droits humains) ; l'identification et la documentation des réfugiés et leur accès aux dispositifs de protection sociale sont renforcés.</p>	CREM 2.2.1 Nombre de stratégies ou de politiques a) développées/révisées, en matière de gestion de la migration ou de déplacements forcés avec le soutien de l'UE	CREM 2.2.1 : 1 (2024)	CREM 2.21 : 1(2027)	2.2.1. Rapports de suivi de la Délégation
	2.2.2. Nombre d'enquêtes et de poursuites judiciaires sur des cas de criminalité organisée et réseaux de trafic des migrants et de traite des êtres humains	2.2.2. À déterminer	2.2.2. À déterminer	2.2.2. Rapports des autorités concernées
	2.2.3. Nombre de points d'enregistrement de l'ANRPTS fonctionnels	2.2.3. À déterminer	2.2.3. À déterminer	2.2.3. Ministère de l'intérieur / ANRPTS

	OS 3 : 3.1 : Le système d'assurance maladie volontaire est consolidé permettant le déploiement vers les zones à fort potentiel de croissance économique, en facilitant la couverture des femmes et personnes les plus vulnérables	3.1.1. Pourcentage d'adhérents à l'assurance maladie universelle volontaire (CNASS) soutenus par le financement à la charge de l'État (désagrégué par sexe, âge, milieu de résidence, statut de résidence, etc.)	3.1.1. 0%	3.1.1. 100% (30/12/2027)	3.1.1. Rapports annuels CNASS et Lois de finances
		3.1.2. Proportion des structures publiques de santé répondant aux normes en Ressources Humaines	3.1.2. 30%, 2021	3.1.2. >60% (2025 cible=50%, 2027 cible=80%, PNDS)	3.1.2. Rapport annuel de la revue du PNDS et annuaire statistique santé
		3.1.3. Pourcentage de formations sanitaires (FOSA) disposant de médicaments essentiels (disponibilité moyenne)	3.1.3. 19% (SARA, 2018)	3.1.3 À définir en fonction enquête HHFA 2024	3.1.3. Rapport annuel de la revue du PNDS et annuaire statistique santé
Produits directs	1.1. Accroissement des ressources budgétaires disponibles	1.1. Montant des décaissements annuels de la composante d'appui budgétaire pendant le 1 ^{er} semestre de l'année au Trésor de l'Etat	1.1.1. 0 EUR en 2024 Il n'y a pas d'AB en 2024.	1.1.1 Montant maximal par tranche comme décrit dans la convention de financement	1.1.1 Lettre de réponse de l'UE vers le Gouvernement
	1.2. Renforcement du dialogue politique et des politiques	1.2.1. Nombre de réunions techniques et fréquence des réunions techniques	1.2.1. 0 (2024)	1.2.1. Minimum 1 semestriellement	1.2.1. PV des réunions
		1.2.2. Nombre de réunions politiques (ministres / Ambassadeur) et fréquence annuelle des réunions techniques	1.2.2. 0 (2024)	1.2.2. Minimum 4 par an	1.2.2. PV des réunions
		1.2.3. Nombre de réunions du comité de pilotage de l'appui budgétaire (COPIL)	1.2.3. N/A	1.2.3. Minimum 2 par an	1.2.3. PV des COPILS
	1.3. Amélioration du suivi et de l'évaluation des politiques	1.3. Nombre de rapports annuels de mise en œuvre des réformes et politiques nationales publiés	1.3. 1 rapport annuel sur la politique nationale (SCAPP) – 1 note annuelle par chantier de	1.3. 1 rapport annuel SCAPP, 1 note annuelle par chantier SCAPP (NASMO) et 1 rapport annuel politique santé.	1.3. Rapports publiés sur les sites internet ministériels

			la SCAPP (NASMO) et lrapport annuel sur la politique national en santé		
--	--	--	--	--	--

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

4.3.1 Justification des montants alloués à l'appui budgétaire

Le montant alloué à l'appui budgétaire est de 95 000 000 EUR et celui alloué à l'appui complémentaire est de 5 000 000 EUR. Ce montant repose sur l'évaluation suivante : Concernant l'appui budgétaire, le montant annuel correspondrait à un peu plus de 1 % du budget annuel de l'Etat mauritanien (en suivant le montant total de la Loi de Finances 2024), en considérant une montant annuel de 31.5M d'euros, environ 1.3 Milliards de MRU au taux d'échange actuel (1€=42MRU). Cependant, si l'on exclut les dépenses courantes, tels que les salaires du personnel, les biens et services et transferts courants et les intérêts de la dette, qui représentent respectivement 52% et 3%, les tranches annuelles de décaissement pourront représenter à près de 3% des charges du budget de l'Etat.

Considérant les enjeux du pays, le montant total de 95 millions d'euros en trois ans, comporte un montant significatif permettant à l'État d'ancrer les réformes nécessaires au développement du pays et à la diversification de l'économie tout en tenant en compte du besoin de maintien de la stabilité et inclusion sociale de l'ensemble de la population résidente en Mauritanie. Ce montant permet de maintenir le haut niveau de dialogue politique avec les autorités et de le renforcer dans des domaines particulièrement sensibles comme la migration. L'appui complémentaire vient abonder les appuis mis en place ou à déployer dans le cadre d'autres programmes et sources de financement comme le programme indicatif pluriannuel pour la Mauritanie du NDICI, le mécanisme flexible, FPI, ECHO, HOME (AMIF), les appuis des États membres dans les initiatives Équipe Europe, etc. Ces appuis favorisent les secteurs couverts par cette Action : hydrogène vert, climat des affaires, migration, réfugiés, santé, formation technique et professionnelle, genre, droits humains en général.

Le montant alloué à la composante d'appui budgétaire répond à l'identification d'un besoin de financement important de la RIM pour renforcer les appuis dans les secteurs prioritaires pour le pays (croissance économique via la diversification de l'économie, migration, santé). Le montant alloué contribue également à conforter la stabilité macro-économique menacée par l'impact des chocs exogènes et les problèmes sécuritaires régionaux sur l'investissement, la croissance, la viabilité de la dette et les finances publiques en général.

4.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

a) Conditions

Les conditions générales applicables au décaissement de toutes les tranches sont les suivantes :

- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement (SCAPP) et maintien de la crédibilité et de la pertinence de celle-ci ou de la politique ultérieure ;
- Maintien d'une politique macroéconomique fondée sur la stabilité, crédible et pertinente, ou réalisation de progrès en vue de rétablir les principaux équilibres ;
- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre des réformes visant à améliorer la gestion des finances publiques, dont la mobilisation des recettes nationales, et maintien de la crédibilité et de la pertinence du programme de réforme;⁴
- Progrès satisfaisants concernant la mise à disposition du public d'informations budgétaires fiables, exactes et exhaustives.

b) Les indicateurs de performance pour les décaissements susceptibles d'être utilisés pour les tranches variables feront l'objet de discussion avec les contreparties gouvernementales. Ces indicateurs, en principe⁷, pourraient potentiellement couvrir les priorités stratégiques comme le climat des affaires de l'hydrogène vert, la formation professionnelle et technique dans le domaine de l'hydrogène vert, l'amélioration du contrôle de frontières maritimes/recherche et sauvetage de la protection des migrants et personnes déplacées de force, l'amélioration de la couverture universelle de santé.

c) Modifications

Les indicateurs de performance et les objectifs retenus pour le décaissement des tranches variables s'appliqueront pendant toute la durée de l'action. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, le pays partenaire et la Commission peuvent convenir la modification des indicateurs ou la révision à la hausse ou à la baisse des valeurs cibles. Ces modifications doivent être autorisées par écrit ex ante, au plus tard au début de la période de référence applicable aux indicateurs et aux valeurs cibles.

Dans des cas exceptionnels et/ou dûment justifiés, par exemple lorsqu'il y a des événements imprévus, des chocs externes ou des circonstances changeantes qui rendent l'indicateur ou la valeur cible non pertinent et qui ne pouvaient être anticipés, un indicateur de tranche variable peut être abandonné. Dans ce cas, le montant correspondant pourrait soit être réaffecté aux autres indicateurs de la tranche variable dans la même année, soit être transféré à la tranche variable de l'année suivante (conformément à la pondération initiale des indicateurs). Il peut également être convenu de réévaluer, au cours de l'exercice suivant, un indicateur par rapport à la valeur cible initiale, si une tendance positive a été observée et si les autorités n'ont pas atteint la valeur cible fixée en raison de facteurs indépendants de leur volonté. L'utilisation de cette disposition est demandée par le pays partenaire et approuvée par écrit par la Commission.

d) Valeurs fondamentales

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

4.3.3 Détails de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en ouguiya (MRU) sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

Considérant la situation de fragilité du pays fortement aggravée par l'afflux des migrants et demandeurs d'asile arrivant en Mauritanie et le contexte sécuritaire régional, la modalité proposée

⁴ Schéma Directeur des Réformes des Finances Publiques (SD-RFP) 2021-2025

est un “Contrat d’appui à la consolidation de l’État et à la résilience” d’un montant de 95 millions d’euros assorti d’un appui complémentaire de 5 millions d’euros.

Le calendrier et le profil réels des décaissements seront définis dans la convention de financement et pourront être modifiés. En vue d’une meilleure prévisibilité budgétaire, les décaissements interviendront idéalement au cours du premier semestre de l’année. La requête de décaissement (avec toutes les données et pièces justificatives nécessaires pour évaluer l’atteinte des conditions générales et les indicateurs des tranches variables) devrait en conséquence être présentée durant le 1^{er} trimestre de chaque année.

Les indicateurs des tranches variables viseront de manière indicative la création d’un cadre propice aux investissements dans le domaine de l’hydrogène vert, la migration et intégration des réfugiés et la santé.

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l’UE pour l’octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s’il y a lieu, ainsi qu’à la conformité de l’action avec les mesures restrictives de l’UE⁵.

4.4.1 *Gestion directe (marchés publics)*

Une partie de la présente action dans le cadre de l’appui complémentaire, permettra de déployer les outils nécessaires (études et assistances techniques) à l’essor de l’écosystème hydrogène vert (contribuant à l’atteinte de l’OS 1 - Un cadre propice aux investissements dans l’hydrogène vert est créé) et au suivi du programme. Cet appui sera mis en œuvre à travers des mesures complémentaires financées à hauteur de 5 millions d’euros par cette action, qui se traduiront par une ou plusieurs passations de marchés.

Il s’agira notamment de financer les études de faisabilité des infrastructures prioritaires qui seront identifiées, d’accompagner par des assistances techniques ponctuelles le Ministère du Pétrole, de l’Energie et des Mines dans la définition et la mise en application du cadre légal, réglementaire, fiscal et organisationnel spécifique à l’écosystème de hydrogène vert et à ses produits dérivés, et d’accompagner le Ministère des finances dans la définition et la mise en application d’un cadre plus global en matière de climat des affaires.

4.4.2 *Passage d’un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)*

Il est prévu que la partie de l’action à mettre en œuvre en gestion directe dans la section 4.4.1 puisse passer à une gestion indirecte avec une entité chargée de l’exécution, si une évolution du contexte le rend nécessaire, et en accord avec l’Art. 154 du Règlement Financier.

La sélection de l’entité pour la mise en œuvre pourrait être effectuée sur la base des critères suivants :

- Expertise spécifique dans le secteur de l’énergie, en particulier dans l’appui institutionnel des ministères sectoriels relevant (Pétrole, Energie et Mines ; Finances) ;
- Capacité de mise en place d’équipes multidisciplinaires avec la possible participation d’expertise de l’administration européenne ;
- Expériences spécifiques et récentes (au cours des 5 dernières années) en Mauritanie et dans la sous-région dans le secteur du développement du secteur de l’énergie;

⁵ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d’actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c’est la version du JO qui fait foi.

- Contribution effective, stratégique et opérationnelle, à l'Initiative Équipe Europe « Ecosystème de l'hydrogène vert ».

4.4.3 *Autres actions ou dépenses*

N/A.

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
Appui budgétaire – voir section 4.3	95 000 000
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.4	
Appui complémentaire – écosystème hydrogène vert composé de	5 000 000
Marchés publics (gestion directe) – voir section 4.4.1	5 000 000
Évaluation – voir section 5.2	0
Audit – voir section 5.3	
Provision pour dépenses imprévues	0
Totaux	100 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Différents niveaux de suivi seront mis en place :

- Un comité de pilotage stratégique co-présidé par le Ministère de l'Economie et du Développement Durable et la Délégation de l'Union européenne, auquel toutes les parties prenantes principales prendront part, y compris des représentants de la société civile et du secteur privé. Il se réunira annuellement et analysera les conditions pour la présentation de la requête de décaissement annuelle. Des réunions ad hoc pourront être organisées afin d'assurer la mise en place conforme du programme.
- Des réunions de suivi technique-stratégique de l'action se tiendront dans le cadre des mécanismes de suivi de la SCAPP et de chaque politique sectorielle, à savoir :
 - Pour ce qui concerne l'hydrogène vert, le cadre mis en place par la feuille de route pour l'industrie de l'hydrogène à faible empreinte de carbone, validée en novembre 2022, complétée par son plan d'action d'ici juin 2024.

- Pour ce qui concerne la gestion des migrations, le cadre mis en place par la déclaration conjointe établissant un partenariat sur les migrations entre la République islamique de Mauritanie et l'Union européenne de mars 2024 ;
 - Pour ce qui concerne la santé, la revue annuelle d'évaluation du progrès dans la mise en place de la stratégie nationale devient le mécanisme du suivi qui sera utilisé dans le cadre de cette action. La revue annuelle garantit le pilotage des interventions dans le domaine de la santé. D'autres réunions techniques spécifiques pourront avoir lieu, comme le suivi des différents comités techniques déjà créés par le ministère de la Santé.
- Un comité de suivi technique général de l'action que se réunira au moins une fois par trimestre aussi que des comités ou réunions techniques au moins trimestrielles pour monitorer et superviser la mise en œuvre des appuis et des conditions d'éligibilité.
 - Des réunions de dialogue politique bilatérales UE-Gouvernement de Mauritanie, au niveau Ministre/Ambassadeur, auront lieu selon nécessité et dans le cadre du dialogue politique régulier existant.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits induits, Produits direct et Réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants (du cadre logique, des tranches variables et ceux inscrits dans les stratégies nationales ciblés par cet appui). Le Gouvernement mauritanien élabore des revues annuelles sectorielles qui nourrissent le rapport annuel de la politique nationale, la SCAPP. Les différents rapports serviront au suivi de la mise en place de l'action. Pour l'appui complémentaire, d'autres indicateurs spécifiques pour mesurer la performance de l'appui seront définis et complèteront les indicateurs inscrits dans les documents mentionnés et le cadre logique.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Le suivi analysera la manière dont l'action tient compte de l'égalité des genres et d'une approche basée sur les droits humains d'une approche fondée sur les droits humains et des droits des personnes vivant avec un handicap, y compris l'inclusion et la diversité.

La désagrégation des données par genre sera assurée par le Gouvernement en tant que partenaire de mise en œuvre dans le cadre du système de suivi et évaluation.

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

Les systèmes statistiques et de suivi ainsi que la qualité des données officielles dans le domaine d'action couvert ont été évalués. Cette évaluation a été prise en compte dans la conception de l'action de la manière suivante :

Au niveau national, l'agence en charge des statistiques, l'ANSADE a les prérogatives pour la réalisation des statistiques régulières globales et des enquêtes spécifiques. La qualité et crédibilité des productions statistiques est considérée acceptable. Par rapport aux différents secteurs, les différentes parties prenantes élaborent des statistiques spécifiques et certains secteurs ont leur propre système d'information régulier (santé, migration). Par rapport aux informations concernant l'analyse des critères d'éligibilité, les différents ministères concernés produisent des rapports annuels contenant des informations considérées fiables. Ainsi, les différents programmes et appuis techniques déployés comme les évaluations externes auxquelles le pays participe, permettent d'analyser la qualité des données officielles et contribueront à l'analyse dans le cadre de cette action.

5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation finale pourra être effectuée pour la présente action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants dans le cadre d'un contrat avec la Commission.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques).

L'évaluation de la présente action peut être réalisée individuellement ou dans le cadre d'une évaluation stratégique conjointe des opérations d'appui budgétaire réalisée avec le pays partenaire, d'autres prestataires d'appui budgétaire ou des parties prenantes concernées.

La Commission informera le partenaire au moins 15 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collabore de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Le financement de l'évaluation peut être couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

En outre, toutes les évaluations devront permettre de déterminer dans quelle mesure l'action tient compte de l'approche fondée sur les droits humains et comment elle contribue à l'égalité des sexes, à l'autonomisation des femmes et à l'intégration des personnes en situation de handicap. Les équipes d'évaluation devront disposer d'une expertise en matière de droits humains, dimension handicap et approche genre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique est adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra :

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances ;

de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations) ;

de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente : tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSY#): Action présente : ACT-62693
Niveau Contrat		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Composante d'appui budgétaire
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Composante d'appui complémentaire
	(...)	
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	